

<http://sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article1051>

Le DASEN des Hauts-de-Seine vient de révéler ses choix provisoires concernant la carte scolaire pour l'année 2014/2015. C'est tout bonnement une répartition de la misère.

Pour une hausse démographique, selon les chiffres officiels, largement sous-estimés, à peine inférieure à celle de l'année dernière, la dotation ministérielle est de 54 postes en 2014 contre 97 pour la rentrée 2013. L'austérité est passée par là.

Dès l'année dernière, il a été possible de voir dans ce département des écoles élémentaires dépassant les 28 élèves par classe de moyenne et des écoles maternelles dépassant les 30.

Etant donnée la faible dotation dont a bénéficié le DASEN, tout porte à croire que ce sera encore pire l'année prochaine. Fait nouveau, les moyennes en Education prioritaire sont également sur la pente montante : 24,07 en maternelle ZEP et 24,7 en élémentaire à Clichy, 23,8 et 23,04 en maternelle et élémentaire à Villeneuve, commune entièrement en Education prioritaire.

Ces chiffres sont pris sur les prévisions de l'administration, alors qu'il est clair qu'elles sont largement sous-estimées. Selon nos calculs portant sur 64 écoles du département, l'écart entre prévisions de la DSDEN et annonces des écoles est de + 5,6 %. On peut penser que ce sont plutôt les écoles où les écarts sont les plus grands qui nous ont contactés. Néanmoins, un simple écart de 3 % donnerait une hausse démographique de 2013/2014 équivalente au triple de celle de 2012/2013.

Les propositions de l'administration en termes de postes classe donnaient une balance de + 34 en 2012 (année de suppressions de postes), de seulement + 17 en 2013 et enfin de + 10 cette année. Qu'ajouter à ce terrible constat ?

Tout le monde le sait, la politique menée par ce gouvernement n'a pas enrayer la dégradation du service public de l'Education nationale. Le pacte de responsabilité, nouveau braquet de la politique d'austérité au service du patronat, implique la poursuite du gel du point d'indice des fonctionnaires et met en cause les famétables et fausses annonces d'une manne de postes qui tomberaient et d'un traitement particulier des lieux d'enseignement, des élèves et des personnels.

Il n'y a pas de miracle. A vouloir imposer des « économies », on ne peut améliorer les conditions de vie à l'école, ni pour les élèves, ni pour les personnels, de la régressive réforme des rythmes scolaires au robinet peu à peu tari des dotations de postes, tout est de la même veine.

Les propositions révèlent aussi la face cachée des « rodomontades » du ministre Peillon. Les postes « plus de maîtres que de classe » sont ridiculement peu nombreux, quand ils ne servent pas à supprimer des postes classe. Le label « accueil des enfants de moins de trois ans » a cet effet pervers de souvent contrarier les efforts et les pratiques des écoles qui depuis des années, sans tambour ni trompette, accueillent des classes de TPS.

Quinze postes sont proposés pour le remplacement (5 ZIL et 10 brigades), si l'on compare aux besoins réels, c'est une goutte d'eau dérisoire.

Nous avons chiffré l'année dernière à 400 le nombre nécessaire de postes à implanter dans le département pour avoir des moyennes supportables, redonner des postes aux RASED, avoir un nombre de surnuméraires qui ne soit pas anecdotique. Force est de constater que nous en sommes très loin.

La CGT Educ'Action 92 et SUD-Education 92 demandent une dotation ministérielle à cette hauteur, qui ne serait qu'un début pour rétablir un service public d'éducation digne de ce nom.

En attendant, le DASEN, retenant sans doute la leçon des grèves récentes dans le second degré, a gardé une réserve de 14 postes. Nous invitons tous les personnels à se mobiliser pour aller demander des embauches massives (postes classes, RASED, remplacement, etc.) afin de bénéficier de conditions correctes de travail et de permettre que celles des élèves le soient également.

CGT Educ'action 92, SUD Education 92